

**Colloque régional sur les tendances de l'urbanisation  
et de la périurbanisation en Asie du Sud-Est  
(CEFURDS, LPED)**

Hô Chi Minh Ville, 9-11 décembre 2008

**L'urbanisation en Asie du Sud-Est.  
Pistes de recherche à partir de l'expérience vietnamienne**

Patrick Gubry<sup>1</sup>

Au cours de l'année 2008, la population urbaine au monde vient de dépasser pour la première fois en taille la population rurale, en franchissant le seuil de 50 %, selon les estimations les plus cohérentes et les plus comparatives au niveau international (United Nations: Population Division, 2008). L'obstacle majeur à surmonter dans l'étude de l'urbanisation mondiale réside en effet dans les différences de définition des agglomérations urbaines et de leurs limites entre les divers pays, ainsi que dans la modification de ces limites dans le temps.

La situation est cependant contrastée d'une région du globe à l'autre, tant en ce qui concerne le taux d'urbanisation (ou proportion de population urbaine) que le nombre de mégapoles [*mega-cities*] (agglomérations de plus de 10 millions d'habitants). En 2007, le taux d'urbanisation, de 49,4 % dans le monde, s'établit comme suit dans les grandes régions : Amérique du nord (81,3), Amérique latine et Caraïbes (78,3), Europe (72,2), Océanie (70,5), Asie (40,8), Afrique (38,7). Au même moment, il y a 19 mégapoles dans le monde : 11 en Asie, 4 en Amérique latine, 2 en Amérique du nord, 1 en Afrique et 1 en Europe. C'est en Asie que le nombre de mégapoles est appelé à s'accroître le plus.

Dans ce contexte, comment se présente l'urbanisation en Asie du Sud-est ?

---

<sup>1</sup> Démographe, Directeur de recherche à l'IRD, Université Paris 1, UMR 201 « Développement et sociétés »,  
Institut de Recherche pour le Développement (IRD)  
32 avenue Henri Varagnat, 93 143 Bondy Cedex (France)  
Tél. : (00 33) 1 48 02 59 96 ; Fax : (00 33) 1 48 47 30 88  
gubry@ird.fr

Cette étude vise à cadrer l'urbanisation en Asie du Sud-est à la lumière des études de population, puis à partir de l'exemple vietnamien, de proposer à la réflexion des thèmes de recherche possibles qui se dégagent de l'expérience des recherches récentes, à l'intention notamment de la recherche en coopération.

### **L'Asie du Sud-est : une région encore relativement peu urbanisée, mais à fort potentiel d'accroissement urbain**

L'Asie du Sud-est comprend selon la classification des Nations Unies les 11 pays suivants : Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor oriental, Viêt-nam. Cette région totalise 573 millions d'habitants en 2007 (tableau 1).

Le taux d'urbanisation y est de 45,8 % dans l'ensemble avec de fortes disparités d'un pays à l'autre. C'est ainsi qu'il s'échelonne de 100 % à Singapour, qui est une « cité État » développée, à seulement 20,9 % au Cambodge. Dans ce dernier pays, on retrouve dans ce faible chiffre non seulement le reflet d'une faible industrialisation, mais aussi les conséquences rémanentes de la politique de « destruction » des villes menée par le régime khmer rouge de 1975 à 1979.

Les pays les plus « pauvres » (Cambodge, Timor oriental et Laos), qui ont pris du retard dans l'urbanisation, ont actuellement les taux de croissance urbaine les plus élevés (de 4,6 à 5,6 % par an) ; à l'opposé, les pays les plus « riches » (Singapour, Brunei, Thaïlande) accusent des taux de croissance urbaine faibles (de 1,2 à 2,6 % par an). Il est intéressant de remarquer que la population rurale a commencé à baisser dans l'ensemble de la région, mais que 6 des 10 pays concernés (Singapour n'a pas de population rurale) voient encore s'accroître leur population rurale ; le taux de croissance de la population rurale est particulièrement élevé au Timor oriental (2,9 % par an), par suite à la fois d'une forte fécondité (la planification familiale, peu favorisée par le délabrement du pays et par la religion catholique, y est faible), mais aussi d'une forte immigration des réfugiés qui avaient quitté le pays au moment de la guerre pour l'indépendance, obtenue en 2002 seulement.

La croissance urbaine a trois composantes : l'accroissement naturel de la population urbaine, l'accroissement migratoire et la « reclassification » de zones rurales en zones urbaines au fur et à mesure de l'extension spatiale des agglomérations urbaines. La part respective de ces trois éléments varie dans le temps (Oberai, 1989) : l'immigration en ville est généralement prépondérante dans une première phase avec un accroissement naturel limité par suite d'une forte fécondité associée à une forte mortalité ; dans une seconde phase, à la suite de la baisse de la mortalité, l'accroissement naturel augmente et prend le dessus sur l'immigration ; dans une troisième phase, une fois la transition démographique réalisée, l'immigration devient à nouveau prépondérante, avec un accroissement naturel réduit dû à la combinaison d'une faible fécondité et d'une faible mortalité. La reclassification est un phénomène continu, au fur et à mesure que les nouvelles constructions rattachent l'habitat rural périphérique à l'habitat urbain de manière contiguë ; cependant, elle ne peut guère être mesurée que sporadiquement à l'occasion du changement officiel de catégorie, du rural à l'urbain, des unités administratives périphériques des villes. Autant dire que les données nécessaires (fécondité et mortalité urbaines, immigration et émigration, reclassification en zones périphériques) ne sont pas immédiatement disponibles pour pouvoir comparer les pays entre eux et nécessitent une étude minutieuse. C'est ce qui a été fait pour Hô Chi Minh Ville par exemple (tableau 2) ; l'évolution historique de la population de la ville a par ailleurs connu des soubresauts importants (Gubry et Le Thi Huong, 2004).

**Tableau 1 : État et évolution de l'urbanisation en Asie du Sud-est et dans le monde (2007-2050)**

Pays	Population 2007 (milliers)	Population 2025 (milliers)	Population 2050 (milliers)	% population urbaine			Taux de croissance annuel 2005-2010 (%)		Population urbaine supplémentaire 2007-2050 (milliers)	Agglomération principale 2007		
				2007	2025	2050	Urbain	Rural		Agglomération	Population (milliers)	% de la population urbaine
Singapour	4 436	5 104	5 026	100,0	100,0	100,0	1,2	-	590	Singapour	4 436	100,0
Brunei	390	527	681	74,4	80,9	87,2	2,6	0,4	304	B. Seri Begawan	22	7,7
Malaisie	26 572	33 769	39 631	69,6	80,5	87,9	3,0	-1,3	16 332	Kuala Lumpur	1 448	7,8
Philippines	87 961	115 878	140 466	64,2	74,6	83,9	3,0	-0,2	61 330	Manille	11 100	19,6
Indonésie	231 627	271 227	296 884	50,4	65,9	79,4	3,3	-1,1	119 028	Jakarta	9 125	7,8
Thaïlande	63 884	68 802	67 376	32,9	42,2	60,0	1,7	0,2	19 375	Bangkok	6 704	31,9
Myanmar	48 799	55 374	58 709	31,9	44,6	63,1	2,9	-0,1	21 494	Rangoon	4 088	26,3
Laos	5 859	7 713	9 291	29,7	49,0	68,0	5,6	0,1	4 581	Vientiane	745	42,8
Viêt-nam	87 375	106 357	119 970	27,3	38,1	57,0	3,1	0,7	44 505	Hô Chi Minh Ville	5 314	22,2
Timor oriental	1 155	2 012	3 463	26,9	36,4	54,9	5,0	2,9	1 592	Dili	159	51,2
Cambodge	14 443	19 489	25 114	20,9	33,2	53,2	4,6	1,0	10 349	Phnom Penh	1 466	48,5
<i>Ensemble Asie du S-E</i>	<i>572 500</i>	<i>686 251</i>	<i>766 611</i>	<i>45,8</i>	<i>58,7</i>	<i>73,3</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>299 479</i>	-	-	-
<i>Pays les plus développés<sup>a</sup></i>	<i>1 223 004</i>	<i>1 258 970</i>	<i>1 245 247</i>	<i>74,4</i>	<i>79,0</i>	<i>86,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>161 418</i>	-	-	-
<i>Monde</i>	<i>6 671 227</i>	<i>8 010 509</i>	<i>9 191 286</i>	<i>49,4</i>	<i>57,2</i>	<i>69,6</i>	<i>2,0</i>	<i>0,4</i>	<i>3 104 347</i>	-	-	-

a) Europe, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle Zélande, Japon

Source : United Nations: Population Division, 2008

**Tableau 2 : Estimation des composantes de la croissance urbaine à Hô Chi Minh Ville (période 1999-2004)**

Composante	Taux (%)	Part de l'accroissement total annuel (%)
Accroissement naturel	1,2	32,4
Accroissement migratoire	1,0	27,0
Reclassification	1,5	40,6
Accroissement total	3,7	100,0

Source : Gubry et Le Thi Huong, 2005

Il est important d'estimer la croissance urbaine future et notamment la quantité de population urbaine supplémentaire que les pays vont être amenés à absorber durant les années à venir. Ce chiffre est lié à de nombreuses variables, telle que la taille de la population rurale restante (si cette taille est élevée, il existe de nombreux migrants potentiels), la différence entre le niveau et les conditions de vie à la ville et à la campagne, la polarisation de l'espace et les possibilités d'emploi (les grands investissements s'effectuent en ville) et par conséquent la croissance économique (une forte croissance, telle qu'elle existe dans certains pays de la région, entraîne un appel de main d'œuvre important), etc. Ainsi les projections indiquent que les villes d'Asie du Sud-est vont être amenées à absorber près de 300 millions de personnes de 2007 à 2050.

Cependant, les migrants ne vont pas se diriger de manière uniforme vers toutes les villes. Cela va notamment dépendre de la structure du réseau urbain. Celle-ci peut se mesurer par le taux de primatialité, ou proportion de la population de la ville la plus grande par rapport à l'ensemble de la population urbaine du pays ; il donne une idée de la « macrocéphalie » ou poids parfois démesuré de la plus grande agglomération. À cet égard, le réseau urbain paraît bien équilibré à Brunei (si tant est que la mesure y soit significative vu la taille réduite du pays), en Malaisie et en Indonésie ; en revanche, on observe une macrocéphalie prononcée au Timor oriental, au Cambodge et au Laos, qui sont en même temps des pays peu urbanisés.

En 2007, la région ne compte encore qu'une seule mégapole, avec plus de 10 millions d'habitants, Manille (11,1 millions d'habitants), qui va être bientôt rejointe par Jakarta (9,1 millions).

### **Une urbanisation spécifique en Asie du Sud-est ?**

#### *Le concept de région desakota*

Le géographe canadien Terrence G. McGee (1991) a développé un concept fondamental pour mettre l'accent sur une spécificité majeure des deltas rizicoles fortement peuplés d'Asie du Sud-est : celui de « région desakota » ; ce terme a été forgé à partir de deux mots de la langue indonésienne (*Bahasa Indonesia*) signifiant *kota* (ville) et *desa* (village). Ce concept se rapproche de la notion de « rurbanisation » parfois utilisée par les géographes francophones. Cela met en lumière le fait que ces régions associent étroitement à l'agriculture des activités non agricoles de type urbain. On observe ainsi l'implantation de nombreuses zones industrielles en milieu rural (les fortes densités de population et le niveau d'éducation relativement élevé permettent un

recrutement facile de la main d'œuvre nécessaire), mais aussi la diffusion dans les villages de nombreux travaux à façon pour les usines des villes, notamment dans le domaine de la confection, à destination d'une main d'œuvre féminine. En outre, les relations ville-campagne sont généralisées, sous forme de mobilités temporaires (liées aux chantiers de construction) et/ou saisonnières (liées au calendrier agricole). Au total, les revenus tirés d'activités non agricoles sont plus élevés que ceux provenant de l'agriculture.

Il est logique de penser que la *région desakota* ralentit ou retarde la migration rurale-urbaine, dans la mesure où elle permet de diffuser des revenus supplémentaires substantiels, non agricoles, en milieu rural. Par ailleurs, il va sans dire que les mobilités temporaires sont particulièrement difficiles à saisir, puisqu'elles ne correspondent pas à un changement de résidence et sont d'une durée très variable.

#### *Sélection dans la migration et pauvreté urbaine*

Dans le cadre de la *région desakota*, les agglomérations urbaines comprennent en permanence un stock de population venue en ville pour y exercer des activités temporaires, sur les chantiers de construction par exemple, poussée parfois par le sous-emploi rural au moment d'une morte saison agricole. Ces gens restent pour moins de 6 mois en ville, passent souvent la nuit sur un chantier ou dans des dortoirs d'usines, faisant des navettes avec le village d'origine. Ainsi, ce stock est relativement permanent, tout en renouvelant ses membres. Il ne s'agit pas de résidents en ville. Il n'est donc pas étonnant que cette population échappe à la quasi-totalité des enquêtes socio-économiques, qui s'attachent à la population résidente dans des ménages ordinaires.

Un fait marquant constant dans les résultats de ces enquêtes, notamment au Viêt-nam, est de constater que les migrants sont en moyenne plus riches que les non migrants, ce qui paraît surprenant au premier abord. En fait, au vu de l'effet de sélection auquel l'échantillon a été soumis, cette constatation n'a plus rien de surprenant : les migrants sont déjà sélectionnés par rapport à leur milieu d'origine (les plus pauvres ont plus de difficulté pour migrer) ; parmi les migrants, on relève une part importante d'élèves et d'étudiants que la poursuite de leurs études a conduit inexorablement vers les villes les plus grandes, puis à prendre un emploi urbain plus rémunérateur à l'issue de leurs études ; on relève aussi l'importance des épouses qui ont rejoint leur mari en ville, dans des sociétés virilocales : il est logique de penser à cet égard que les femmes rurales épousant un mari de la ville sont en moyenne plus aisées que celles qui se marient avec un homme de la campagne...

Au total, on peut penser que la pauvreté urbaine touche donc plutôt cette population mobile, non résidente, que les enquêtes classiques auprès des ménages ne permettent pas de saisir. Une étude de la pauvreté urbaine se devrait donc de mettre en œuvre une méthodologie spécifique, beaucoup plus complexe.

#### *La part importante des migrations féminines*

Dans plusieurs grandes agglomérations d'Asie du Sud-est, on observe une prépondérance des migrations féminines par rapport aux migrations masculines dans la migration rurale-urbaine, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays du monde. C'est le cas par exemple à Hô Chi Minh Ville. Cette situation a été jusqu'à présent expliquée de manière probablement

insatisfaisante en l'attribuant exclusivement à la prépondérance des emplois féminins en ville : usines à forte proportion main-d'œuvre féminine dont les usines de confection, emplois de services dont les services domestiques... Il faudrait sans doute réaliser des recherches complémentaires sur la baisse de la fécondité, la structure familiale, les règles de succession et les coutumes socio-religieuses : dans une famille réduite à deux enfants, s'il y a un garçon et une fille, la fille aura en moyenne plus tendance à quitter le domicile parental à la campagne dans la mesure où le garçon est appelé à reprendre l'exploitation familiale et à assurer le culte des ancêtres.

### *Préférence sexuelle et avortement sélectif*

Dans certaines régions de nombreux pays asiatiques, on observe depuis quelques années une augmentation du rapport de masculinité à la naissance (nombre de naissances de garçons sur nombre de naissances de filles), dépassant souvent 120 naissances masculines pour 100 naissances féminines (la normale se situe aux alentours de 105). C'est le cas en Chine, en Corée du sud, à Taiwan, à Hong Kong, en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, au Népal ; en Asie du Sud-est, seul le Viêt-nam commence à être concerné et sans doute Singapour, bien que la préférence affichée pour la naissance d'un garçon semble généralisée. L'augmentation du rapport de masculinité semble devoir être attribuée essentiellement à l'avortement sélectif : les couples, dans un contexte de forte planification familiale, veulent avoir au moins un héritier mâle et s'ils ne peuvent avoir de nombreux enfants ils pratiquent un avortement sélectif de fœtus féminins à la suite d'un recours à l'échographie. Ce phénomène a été largement documenté en Asie et on peut penser qu'il se manifeste en premier lieu en ville, où la population est mieux informée et a plus de moyens et de facilités pour accéder aux technologies modernes (Sabharwal et Than Thi Thien Huong, 2006). En tout cas, cette évolution, susceptible de générer un fort déséquilibre entre les sexes et de considérables conséquences socio-économiques dans les villes de la région, doit être suivie.

### **Recherches récentes sur la ville au Viêt-nam**

La littérature la plus abondante sur les études urbaines au Viêt-nam est évidemment rédigée en vietnamien. Elle se compose essentiellement de rapports de consultance, de plans d'urbanisme, de travaux universitaires et parfois d'articles de revues ; elle est peu présente sur le Web et difficilement accessible, sauf à y consacrer un temps important en visites de services publics et de bibliothèques, pour lesquelles les chercheurs nationaux n'ont plus guère le temps, tandis que les chercheurs étrangers maîtrisent rarement la langue. Il n'est donc pas étonnant que les références d'auteurs étrangers occupent une place supérieure à leur contribution effective, y compris chez les auteurs vietnamiens, ce qui entraîne évidemment un biais dans l'évaluation des connaissances.

Durant la dernière décennie, les thèses portant sur l'urbain au Viêt-nam se sont multipliées : Nguyễn, 1999 ; Vu Quôc Huong, 2000 ; Burlat, 2001 ; Pandolfi, 2001 ; Wust, 2001 ; Pham Thi Xuân Tho, 2002 ; Quertamp, 2003 ; Chabert, 2004 ; Nguyễn Thiên Phu, 2005... Parallèlement, des études ont porté sur le cadre de vie à Hanoi et Hô Chi Minh Ville (Dang Nguyen Anh & al., 2002), la synthèse de l'urbanisation dans le pays (Douglass & al., 2002), la migration rurale-urbaine vers Hô Chi Minh Ville (Gubry & al., 2002), résultats de recherches antérieures.

Au niveau des recherches les plus récentes, loin de chercher une quelconque représentativité, nous ne mentionnerons ici que quelques projets de recherche en coopération significatifs, récents ou en cours, parmi ceux qui nous sont connus ou auxquels il nous a été donné de participer.

*Le programme de Recherche Urbaine pour le Développement (PRUD)*

Ce programme, qui a été financé de 2002 à 2004 par le Ministère français des affaires étrangères, et dont certains résultats sont encore en cours de publication, a porté sur 32 opérations de recherche dans le monde, dont 8 au Viêt-nam. Ces derniers ont donné lieu à la publication d'un ouvrage de synthèse collectif portant sur de nombreux aspects de la transition urbaine au Viêt-nam (Castiglioni & al., 2006). Y sont ainsi abordés, surtout pour Hanoi et Hô Chi Minh Ville, le processus et les acteurs de la transition urbaine, la voirie et les recompositions urbaines, les mobilités intra-urbaines, le relogement des zones d'habitat précaire, la gestion publique de l'eau, le rôle de la société civile dans la gestion environnementale, les projets d'aide publique au développement, les consultants internationaux... Des orientations de recherche sont données en conclusion.

*Les mobilités intra-urbaines à Hô Chi Minh Ville et Hanoi*

L'une des opérations menées dans le cadre du PRUD a porté sur les mobilités intra-urbaines à Hô Chi Minh Ville et Hanoi en adoptant une approche « population » au travers d'une enquête auprès des ménages (Gubry & al., 2008). Elle a mis en relief le « desserrement » de la population du centre vers la périphérie des villes dans un processus de « gentrification » lié à l'augmentation du prix du foncier au centre-ville. Le développement de la péri-urbanisation allonge la durée des trajets en ville et milite pour le développement des transports collectifs. Par ailleurs, le sous-équipement relatif de la zone péri-urbaine a été mis en lumière.

*Le "Comprehensive Urban Development Programme" (HAIDEP) à Hanoi*

La coopération japonaise a réalisé une étude approfondie des questions urbaines à Hanoi, avec d'importants moyens, qui a donné lieu à la publication de 21 volumes (JICA, Hanoi People's Committee, 2007). Cette série d'études relève plutôt de la consultance, mais plusieurs d'entre elles constituent de réels travaux de recherche. De très nombreux aspects sont abordés : contexte, plan d'urbanisme, occupation des sols, développement socio-économique, transports urbains et trafic, voirie, eau, logement, acquisition de terres et relogement, environnement, conditions de vie, mise en œuvre et gestion, etc. L'ensemble est étayé par une enquête auprès des ménages y compris sur les opinions, une enquête transports et une importante cartographie.

*Le projet d'« Appui à la recherche sur les enjeux de la transition économique et sociale du Vietnam »*

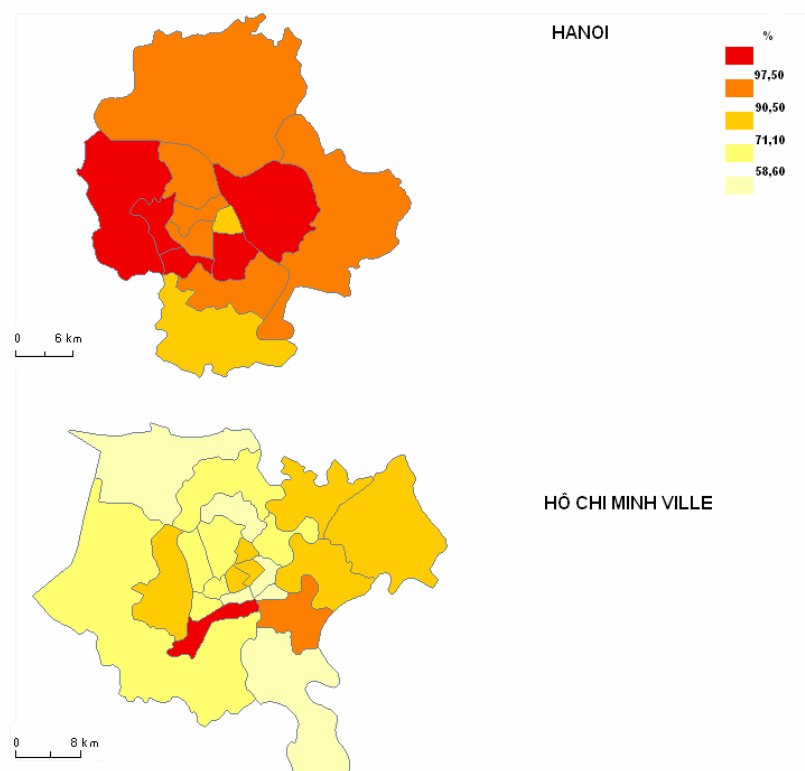
Ce projet, actuellement en cours, est financé par l'ambassade de France au Viêt-nam sur crédits du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP). Sur les 10 opérations de recherche en coopération retenues, 3 touchent explicitement à l'urbanisation :

- « L'essor des villages de métier : le développement économique, l'industrialisation et l'urbanisation des campagnes dans le delta très peuplé du Fleuve Rouge » ;

- « L'urbanisation et les transformations des structures professionnelles dans les milieux rapidement urbanisés au Sud – les cas de Hô Chi Minh Ville et Càn Tho » ;
- « Migration, pauvreté et environnement urbain : Hanoi et Hô Chi Minh Ville ».

Cette dernière opération est menée par une équipe associant l'Institut d'étude de la population et de la société à l'Université nationale d'économie de Hanoi (IPSS), l'Institut d'études pour le développement de Hô Chi Minh Ville (IDS, ex-IER) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) en France. Elle a repris l'approche « population » à travers une enquête ménage représentative des deux villes. Les problèmes d'environnement urbain sont analysés en fonction du niveau de vie d'une part, du statut migratoire d'autre part, en comparant systématiquement les deux villes. Une part importante est dévolue aux questions d'opinions.

À titre d'exemple, parmi les résultats disponibles, on observe –contrairement à ce qu'on pouvait attendre- que les habitants de Hanoi sont plus préoccupés que ceux de Hô Chi Minh Ville par les problèmes d'environnement. On observe aussi que les gens aisés le sont plus que les pauvres. On peut invoquer à cet égard le rôle de l'éducation. On observe surtout les très fortes disparités intra-urbaines dans ce domaine, les gens se déclarant plus « concernés » dans les arrondissements de la proche périphérie, ceux où les problèmes d'environnement sont les plus aigus (figure 1).



Source : *Projet FSP Aid16, 2007 ; logiciel Philcarto, 2008*

**Figure 1 : Pourcentage de déclarants se sentant personnellement « concernés » par l'environnement à Hanoi et Hô Chi Minh Ville, selon l'arrondissement**



À la lumière des recherches récentes et des résultats disponibles il est possible de soumettre à la réflexion quelques questions relatives à la collecte des données et de faire des propositions en matière de recherche urbaine au Viêt-nam.

## **Questions de collecte et de recherche urbaine au Viêt-nam**

### ***Réflexions sur les données disponibles***

#### *Les recensements de population*

Les recensements décennaux de population au Viêt-nam, le dernier datant de 1999, sont au standard international. Leur qualité est reconnue et la publication des résultats est très rapide. On ne saurait cautionner certaines assertions régulièrement formulées par des non spécialistes, dont certains journalistes, affirmant que telle ou telle catégorie de population (« population flottante », population non enregistrée, migrants, locataires, etc.) serait exclue. La population résidente est bel et bien recensée selon les normes internationales, sans tenir compte de leur enregistrement résidentiel, à l'exclusion toutefois jusqu'à présent des étrangers. En revanche, il est logique de penser qu'il existe une certaine sous-estimation en ville, comme c'est généralement le cas partout au monde, du fait de conditions de collecte plus difficiles : réticences plus fréquentes au sein de la population pour répondre aux questions, absence des répondants de leur domicile durant la journée, proportion plus forte des ménages à une personne, quartiers « difficiles », etc. On peut même être d'accord sur le fait que la sous-estimation est en moyenne plus élevée dans les groupes de population mentionnés ci-dessus que dans l'ensemble de la population.

Ceci dit, plusieurs améliorations des recensements au Viêt-nam sont souhaitables en matière de données sur les villes :

- La prise en compte de tous les résidents, y compris des étrangers, qui sont de plus en plus nombreux, notamment en provenance des pays de l'ASEAN (au sein de laquelle les déplacements sont libres) et qui participent à l'économie du pays. Les étrangers peuvent ensuite être aisément distingués des nationaux par la question sur la nationalité si certaines analyses exigent cette distinction.
- La périodicité décennale est trop longue pour suivre correctement l'urbanisation, car l'évolution de la population des villes est rapide. Un recensement intercalaire plus léger s'impose cinq ans après le recensement général pour les villes les plus grandes : Hô Chi Minh Ville (qui a déjà organisé une opération de ce type en 2004), Hanoï, Hai Phong, Da Nang, Biên Hoa (qui fait déjà quasiment partie de l'agglomération de Hô Chi Minh Ville en 2008).
- Aucune publication officielle du Recensement ne porte jusqu'à présent explicitement sur les villes. Les données sur les villes sont évidemment incluses dans les fichiers, mais un travail de sélection spécifique est nécessaire pour une recherche portant sur l'urbain ou pour la planification urbaine. Il serait intéressant de disposer à l'avenir par exemple d'un volume sur la population urbaine dans le pays et d'un autre sur chacune des grandes villes. À défaut d'un critère plus scientifique, la sélection selon la nature des unités administratives (arrondissements classés comme urbains ou *quân* ; arrondissements classés comme ruraux ou *huyên*) est suffisante à ce niveau. En effet, les unités administratives des villes au Viêt-nam, notamment les plus grandes

(« provinces » de Hanoi et de Hô Chi Minh Ville) incluent une vaste zone rurale ; la planification urbaine, tout comme les comparaisons internationales ont besoin d'une distinction.

Les informations disponibles au niveau du Bureau Général de la Statistique laissent entendre que le recensement de 2009 pourrait prendre tout ou partie de ces besoins en compte.

#### *Les limites des agglomérations urbaines*

On l'a souligné, les limites administratives des agglomérations urbaines comportent une vaste zone rurale. Ainsi, au recensement de 1999, les arrondissements ruraux ou *huyên* représentaient 46 % de la population totale de Hanoi et 18 % de la population de Hô Chi Minh Ville. À Hanoi, la part de la population rurale a encore considérablement augmenté depuis l'élargissement des limites administratives de la ville en 2008, incluant jusqu'au parc national de Ba Vi à quelque 40 km à vol d'oiseau à l'ouest de la ville... Le but affiché de cette réforme est d'inclure la planification urbaine dans un contexte régional pour gérer plus efficacement les questions d'infrastructures et de transports par exemple. Cependant, ces nouvelles limites ne résolvent sans doute pas tous les problèmes liés aux relations régulières de la ville avec son arrière pays, qui recouvrent en fait tout le delta du Fleuve Rouge.

Dans l'étude de l'urbain, le besoin de statistiques appropriées devient donc encore plus urgent, notamment pour permettre de comparer les villes entre elles, au niveau national et international. On peut penser à cet égard à une délimitation des limites des grandes agglomérations à partir de la continuité du bâti repéré sur image satellitaire, plus fine que la simple prise en compte des définitions administratives ; il s'agirait ensuite de plaquer la carte des limites administratives sur l'image satellitaire et d'estimer les parts respectives de population urbaine et de population rurale dans les unités périphériques avec les données censitaires.

#### *Les enquêtes socio-économiques par sondage*

La plupart des enquêtes socio-économiques par sondage auprès des ménages au Viêt-nam ont jusqu'à présent mis en œuvre un plan de sondage à plusieurs degrés : en milieu urbain, on a ainsi tiré des *phuong* au premier degré (unité immédiatement inférieure à l'arrondissement), puis des îlots (*tô dân phố*) et enfin des ménages. Le premier problème est que le *phuong* est une unité large et très peuplée (près de 2 900 ménages à Hanoi et 3 300 ménages à Hô Chi Minh Ville) ; le tirage de *phuong* est donc susceptible d'entraîner un « effet de grappe » très important au sondage, diminuant sa précision si on n'en tire qu'un petit nombre.

Le second problème est que les ménages ont été en général tirés sur la liste disponible auprès du responsable de l'îlot. Or cette liste a un objectif bien spécifique, différent d'un objectif statistique, puisqu'il consiste à gérer l'enregistrement résidentiel (au Viêt-nam, chacun est normalement enregistré quelque part). De fait, les listes disponibles auprès des responsables d'îlots sont clairement incomplètes, car elles comprennent les personnes ayant un permis de résidence permanent (KT1 et KT2), mais ne comprennent celles ayant un permis de résidence temporaire (KT3 et KT4) que si elles ont effectivement accompli une démarche pour obtenir ce type de permis. C'est ce qui a été clairement mis en lumière au recensement de Hô Chi Minh Ville en 2004, qui a relevé pour chacun le type de permis de résidence ; très rapidement, on a constaté qu'on ne pouvait pas relever pour les permis temporaires le permis réellement possédé (souvent

inexistant), mais seulement *le type de permis auquel la personne aurait pu prétendre si elle avait accompli les démarches en ce sens*. Au total, les listes disponibles ne comprennent pas les étrangers et les locataires ; les migrants et les personnes en situation irrégulière au regard de la réglementation sur la résidence y sont très sous-estimés. Nul doute qu'il y a là un biais important dans la plupart de ces enquêtes. Pour pallier ce problème, des enquêtes récentes ont mis en œuvre un tirage à deux degrés seulement, îlots, puis ménages, mais en faisant un nouvel inventaire des ménages au sein de l'îlot, en parcourant l'îlot à pieds sur le terrain, en compagnie du responsable de l'îlot (Gubry & al., 2008). Un programme informatique spécifique a permis le tirage à la fois des îlots simplement à partir du nombre d'îlots par *phuong* au premier degré, puis du nombre de ménages par îlot sélectionné au second degré.

Concernant la recherche urbaine, signalons aussi que certaines enquêtes périodiques très célèbres, telles que les *Vietnam Household Living Standards Surveys (VHLSS)*, organisées ou programmées tous les deux ans de 2002 à 2010, ne donnent tout simplement pas de résultat sur les villes, mais seulement sur les provinces dans lesquelles elles sont implantées (Tông Cuc Thông Kê, 2007). Or, on sait que les provinces de Hanoi et de Hô Chi Minh Ville incluent une vaste zone rurale périphérique de sorte que les données sur la province ne correspondent nullement à celles de la ville.

### ***Quelques thèmes de recherche sur l'urbain***

#### *L'évolution du foncier et du logement*

Le prix du foncier est à la fois une conséquence et une cause de la répartition de la population urbaine et des mobilités intra-urbaines. Il est fondamental en matière d'urbanisme. Le prix du foncier se rapproche des sommets mondiaux dans certains quartiers centraux des grandes villes au Viêt-nam et singulièrement dans la capitale. Une étude fondamentale a traité ce sujet sur Hanoi (Pandolfi, 2001). Rien d'équivalent n'existe pour Hô Chi Minh Ville ou pour les villes moyennes. Un suivi de cette question serait des plus utiles, aussi bien pour saisir les différences intra-urbaines et les différenciations sociales, que pour en évaluer les conséquences en matière de logement, de voirie et d'infrastructures. Dans ce domaine, comme dans les autres, une comparaison entre les deux métropoles serait très enrichissante.

L'évolution du logement est très liée à celle du foncier, surtout dans un contexte où le prix du terrain représente la part la plus importante des constructions. Une attention particulière est à porter à l'évolution du logement social compte tenu des perspectives de croissance des villes.

#### *L'évolution de l'enregistrement résidentiel*

L'enregistrement résidentiel au Viêt-nam a été instauré initialement pour distribuer les tickets de rationnement alimentaires. Cette fonction a disparu depuis longtemps et l'enregistrement résidentiel a été progressivement présenté comme la pièce maîtresse de la politique migratoire dont le but déclaré est de limiter les migrations internes et particulièrement la migration rurale-urbaine vers les agglomérations les plus grandes. Le fait est que les migrations spontanées étaient pratiquement inexistantes dans le pays jusqu'à la libéralisation de la fin des années 1980, mais à la législation restrictive s'ajoutait alors une absence de croissance économique et de possibilités

d'emplois en ville, rendant la migration inutile, de sorte qu'il est impossible de distinguer entre ces deux facteurs. Actuellement, dans un contexte de forte croissance économique, on a pu constater que la législation restrictive n'empêchait plus la migration (Gubry & al., 2002), mais peu d'études ont été explicitement consacrées à cette question (Hardy, 2001 ; VeT & al., 2005).

La législation a été assouplie en 2006, permettant à un plus grand nombre de personnes de solliciter un statut de résident permanent en ville<sup>2</sup>. Le moment est donc venu de suivre la mise en application de cette loi et de réexaminer son éventuelle influence sur la migration : les migrants actuels n'ont pas été freinés par la législation restrictive, mais une législation plus souple peut-elle contribuer à augmenter le nombre de migrants à l'avenir ?

### *L'urbanisation dans les villes moyennes*

Les recherches sur les villes moyennes, telles que Hai Phong et Da Nang, restent très insuffisantes. Il serait intéressant d'examiner les problèmes d'urbanisme qui s'y posent et comment ils sont résolus en comparaison avec les grandes villes. Il est également de première importance d'identifier les modalités qui pourraient faire que les villes moyennes puissent attirer et absorber une proportion plus importante des migrants.

### *Mobilités, migration rurale-urbaine et pauvreté*

On l'a vu, les enquêtes ménages classiques, qui se limitent aux résidents dans des « ménages ordinaires », ne permettent pas de saisir la pauvreté urbaine de l'ensemble de la population séjournant en ville à un moment donné. À la population résidente dans des « ménages ordinaires », s'ajoute en effet d'une part les ouvriers et employés résidant dans des « ménages collectifs » constitués par les dortoirs mis à disposition par l'employeur, d'autre part un stock de population « en visite » qui se renouvelle constamment. On pourrait volontiers qualifier ce dernier de « population flottante » si ce terme n'était pas souvent utilisé, au Viêt-nam tout comme en Chine, pour qualifier les migrants sans enregistrement permanent ; il s'agit en fait plutôt d'une population accomplissant des déplacements temporaires en ville pour le travail, par exemple sur des chantiers de construction, et qui ne séjourne guère dans des ménages ordinaires.

La saisie de ces deux types de population demande la mise en œuvre d'une méthodologie spécifique qui reste à être élaborée et qui sera certainement coûteuse. En tout cas, le thème « Mobilités, migration rurale-urbaine et pauvreté » dans les villes vietnamiennes doit être « revisité » totalement.

### *La péri-urbanisation*

Le thème de la péri-urbanisation est d'actualité. Dans un contexte de forte croissance urbaine, la zone péri-urbaine est évidemment celle qui connaît le plus de changements. Il est intéressant d'y observer la consommation de l'espace au détriment des terres agricoles, les constructions, la mise en place des infrastructures, l'immigration aussi bien en provenance du centre-ville que de la zone rurale, les mobilités de la population, les transports urbains, la mobilité professionnelle, etc.

<sup>2</sup> Luật cư trú của quốc hội khóa xi, kỳ họp thứ 10 số 81/2006/qh11 ngày 29 tháng 11 năm 2006. [Loi sur la résidence de la 11<sup>e</sup> Assemblée nationale, 10<sup>e</sup> session n° 81/2006/qh du 29 novembre 2006].

C'est dans ce cadre qu'on devrait examiner quel statut accorder aux petites villes incluses dans les limites administratives des grandes agglomérations mais sans continuité du bâti, comme Cu Chi à Hô Chi Minh Ville par exemple.

Ce thème de recherche a été développé à Hanoi (VTGEO, 2002 ; Quertamp, 2003) ; il est actuellement pris en charge par l'opération de recherche CEFURDS-LPED à Hô Chi Minh Ville et Cân Tho dans le cadre du FSP sciences sociales dans des zones choisies. Une étude d'ensemble, telle que celle qui a porté sur Hanoi, pourrait être envisagée sur Hô Chi Minh Ville.

#### *L'environnement urbain*

À côté de nombreuses études techniques existant de longue date, l'approche de l'environnement urbain à travers une enquête ménage vient juste de démarrer avec l'opération de recherche IPSS-IDS-IRD à Hanoi et Hô Chi Minh Ville dans le cadre du FSP. Nul doute que de nombreux aspects de cette question pourront être approfondis pour aboutir à de nouveaux indices de développement durable.

L'effet du changement climatique sur les villes vietnamiennes doit être étudié à ce niveau. Plusieurs d'entre elles correspondent à ce que l'on a qualifié de « mégahydropolis » (Timmerman et Rodney, 1997). Dès à présent, près de 10 % des habitations de Hô Chi Minh Ville sont parfois inondées par le débordement de la rivière, qui se produit surtout au moment de la marée haute (donnée de l'enquête migration, pauvreté et environnement urbain, 2007). Une éventuelle montée du niveau de la mer ne laisse donc pas d'être préoccupante quand on examine l'urbanisation actuelle qui s'étend jusque sur les zones les plus basses, comme dans le 2<sup>e</sup> arrondissement par exemple.

L'urbanisation doit aussi être confrontée à la consommation d'énergie. Le Viêt-nam manque déjà d'énergie, comme le montrent les fréquentes coupures d'électricité en fin de saison sèche au moment où le niveau d'eau des barrages est bas et l'on prévoit une forte croissance de la demande en énergie (Delesalle et Grillot, 2007). Les centrales nucléaires en projet ne vont fonctionner qu'à partir de 2020. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur la soutenabilité du type d'urbanisme actuellement promu, avec la construction d'une profusion de tours, fortes consommatrices d'énergie.

#### *La migration internationale de retour*

On estime à 2,7 millions le nombre de personnes issues de l'émigration vietnamienne vivant dans 90 pays au monde<sup>3</sup>. En 2004, les Vietnamiens de l'étranger ou *Viêt Kiêu* ont renvoyé au pays environ 3,2 milliards de dollars. Les investissements réalisés par les Viêt Kiêu ne représentent cependant qu'une petite fraction (1 à 2 %) des investissements directs étrangers au Viêt-nam. La politique actuelle vise à faciliter le retour au pays des Viêt Kiêu et à susciter l'augmentation de leurs investissements. Sous certaines conditions, les étrangers peuvent d'ores et déjà acquérir un logement au pays.

---

<sup>3</sup> Resolution n° 36-NQ/TW, March 26, 2004 by the Politbureau on the Overseas Vietnamese Affairs [Site Web du quotidien *Nhân Dân*, mise à jour du 30 juin 2004].

La grande majorité des Viêt Kiêu revenus au pays sont installés à Hô Chi Minh Ville et y ont réalisé leurs investissements. Peu d'informations sont disponibles sur les modalités et les conséquences de ce mouvement, qui touchent aussi au domaine de l'urbanisme.

### **En conclusion : handicaps et atouts institutionnels de la recherche sur l'urbain au Viêt-nam**

La recherche sur l'urbain n'échappe pas aux contraintes de l'ensemble de la recherche et l'on ne saurait parler de la recherche au Viêt-nam sans évoquer les nouvelles conditions dans lesquelles elle s'inscrit et singulièrement la recherche en coopération.

Dans le processus de la mondialisation libérale actuelle, on assiste à de profonds bouleversements de la recherche dans tous les pays, qui se manifestent selon le cas par la diminution des financements publics, une contractualisation croissante des programmes, l'augmentation de la part des consultances, une précarisation des emplois (la proportion des emplois temporaires, pour la durée d'un projet, s'accroît au détriment des emplois fixes, etc.). Ces bouleversements sont plus sensibles dans les pays où la recherche publique occupe une place prépondérante, ce qui est le cas aussi bien de la France par exemple que du Viêt-nam.

Le Viêt-nam semble même avoir pris une certaine avance dans cette évolution avec la mise en place progressive de l'autonomisation des universités<sup>4</sup>. Dans un contexte où les salaires n'ont été guère réévalués et ne permettent pas de couvrir les besoins d'une famille (sauf à être pris en charge par les projets mais pour une durée très limitée), la situation devient très difficile (Gubry, 2004 ; Phuong Mai, 2007). Les chercheurs et enseignants-chercheurs sont ainsi contraints de se livrer à une quête effrénée de consultances simultanées, et les centres de recherche ont tendance à se transformer en bureaux d'études travaillant sur le court terme (Tessier, 2008). La recherche nécessite avant tout une sérénité permettant au chercheur de prendre du recul, de consacrer du temps à la réflexion et à la lecture, que les nouvelles conditions ne permettent plus. La situation restera précaire avant qu'un nouvel équilibre ne soit trouvé, après avoir tiré les enseignements de l'évolution en cours.

À côté de cette évolution de fond, le pays ne manque pas d'atouts. Nul doute que la recherche urbaine trouve des appuis décisifs dans l'Institut des Métiers de la Ville (IMV) à Hanoi, constitué en partenariat entre le Comité populaire de Hanoi et la Région Île-de-France, et dans le Centre de prospective et d'études urbaines (PADDI) à Hô Chi Minh Ville, créé en partenariat entre le Comité populaire de Hô Chi Minh Ville et la Région Rhône-Alpes en France. Tout récemment, à Hô Chi Minh Ville, la fusion au 1<sup>er</sup> octobre 2008 entre trois institutions associant recherche économique, recherche sociologique et planification urbaine au sein d'un nouvel Institut d'études pour le développement (IDS) peut permettre de donner un nouvel élan à la recherche urbaine, par essence pluridisciplinaire. L'existence, au sein de cet institut, du *Ho Chi Minh City WTO Affairs Consultation Centre* permettra en outre de prendre en charge de manière optimale l'étude de l'influence de la mondialisation sur l'urbanisation.

---

<sup>4</sup> Decree n° 115/2005/ND-CP of 5<sup>th</sup> September 2005.

## Références

- Burlat Anne, 2001, Processus institutionnels et dynamiques urbaines dans l'urbanisation contemporaine de Hô Chi Minh Ville, 1988-1998. Planification, production, gestion des « secteurs d'habitat ». Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Université de Lyon II, 535 p.
- Castiglioni Franck, Cusset Jean-Michel, Gubry Patrick, Nguyễn Thị Thiêng, Phạm Thuý Hương (Dir.), 2006, La ville vietnamienne en transition. Paris : Karthala, IMV, PADDI. 314 p. (Hommes et Sociétés).  
*Nouv. réf.* : Nguyễn Thị Thiêng, Phạm Thuý Hương, Gubry Patrick, Castiglioni Franck, Cusset Jean-Michel (Chủ biên), 2006, Đô thị Việt Nam trong thời kì quá độ. Hà Nội : Thế Giới, IMV, PADDI, 323 tr.  
*Nouv. réf.* : Gubry Patrick, Castiglioni Franck, Cusset Jean-Michel, Nguyen Thi Thieng, Phạm Thuý Hương (Eds), 2009, The Vietnamese city in transition. Singapore: ISEAS, IMV, PADDI, 308 p. [à paraître].
- Chabert Olivier, 2004, Les campagnes périurbaines de Ha Nội : espaces et société dans sa transition. Thèse de doctorat de géographie, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3-Talence, 522 p.
- Dang Nguyen Anh, Le Kim Xa, Nguyen Duc Vinh, Nguyen Dien Thao, Nghiem Thi Bich Thuy, 2002, Sustainable urbanization, migration and living environment in Vietnam : A case study of Hanoi and Ho Chi Minh City. In National Institute of Population and Social Security Research, Sustainable urbanization and human and environmental security in Asia: Final report. Tokyo, ii-452 p., p. 209-335. (Population Research Series, n° 304).
- Delesalle Olivier, Grillot Christophe, 2007, Le secteur de l'énergie au Vietnam. Hanoi : Ambassade de France, Mission économique, 5 p. (Fiche de synthèse).
- Douglass Mike, DiGregorio Michael R., Pichaya Valuncha, Boonchuen Pornpan, Brunner Made, Bunjamin Wiwik, Foster Dan, Handler Scott, Komalasari Rizky, Taniguchi Kana, 2002, The urban transition in Vietnam. Honolulu: University of Hawai, Fukuoka: UN-Habitat, xiv-55-42-39-51-32-30-22 p.
- Gubry Patrick, 2004, La coopération récente dans le domaine de la recherche démographique au Vietnam. In Simon-Cortés Nicole, Teissonnière Alain (Éds), Viet Nam, une coopération exemplaire. Henri Van Regemorter (1925-2002) : Parcours d'un militant. Paris : Comité pour la Coopération Scientifique et Technique avec le Viet Nam (CCSTVN), L'Harmattan, 252 p., p. 210-215. (Points sur l'Asie).
- Gubry Patrick, Lê Thị Hương, Nguyễn Thị Thiêng, Phạm Thuý Hương, Trần Thị Thanh Thuy, Vu Hoang Ngân (Dir.)/ Nguyễn Thị Thiêng, Lê Thị Hương, Phạm Thuý Hương, Vũ Hoàng Ngân, Trần Thị Thanh Thuy, Gubry Patrick (Chủ biên), 2008, Bouger pour vivre mieux. Les mobilités intra-urbaines à Hô Chi Minh Ville et Hanoi (Việt-nam)/ Di chuyển để sống tốt hơn. Di dân nội thị tại Thành Phố Hồ Chí Minh và Hà Nội (Việt Nam). Hanoi : Université nationale d'économie/ Hà Nội : Nhà Xuất Bản Trường Đại Học Kinh Tế Quốc Dân, 293 p. + 278 tr.
- Gubry Patrick, Lê Thị Hương, 2004, Ho Chi Minh City: a future megacity in Vietnam. *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi), n° 40, Winter, p. 56-75.
- Gubry Patrick, Lê Thị Hương, 2005, Are the "left behind" really left? Shared advantages in rural-urban migration from Mekong Delta to Ho Chi Minh City. *Vietnam's Socio-Economic Development* (Hanoi), n° 44, Winter, p. 54-70.

- Gubry Patrick, Vu Thi Hồng, Lê Van Thanh (Dir.), 2002, Les chemins vers la ville. La migration vers Hồ Chí Minh Ville à partir d'une zone du delta du Mékong. Paris : Karthala, CEPED, 343 p. (Hommes et Sociétés).
- Nouv. réf.* : Vũ Thị Hồng, Gubry Patrick, Lê Văn Thành (Chủ biên), 2003, Những con đường về Thành phố. Di dân đến Thành phố Hồ Chí Minh từ một vùng đồng bằng sông Cửu Long. Thành phố Hồ Chí Minh : Viện Kinh Tế TP.HCM, Trung Tâm Dân Số và Phát Triển Pháp (CEPED), Nhà Xuất Bản TP.HCM, 389 tr.
- Hardy Andrew, 2001, Rules and Resources: Negotiating the household registration system in Vietnam under reform. In Koh David (Ed.), Negotiating the State in Vietnam. Special focus. *Sojourn: Journal of Social Issues in Southeast Asia* (Singapore), vol. 16, n° 2, p. 187-212.
- Japan International Cooperation Agency (JICA), Hanoi People's Committee, 2007, The comprehensive urban development programme in Hanoi Capital City of the Socialist Republic of Vietnam (HAIDEP). Tokyo: ALMEC Corporation, Nippon Koei Co., Yachiyo Engineering Co., 21 volumes.
- McGee Terrence Garry, 1991, The emergence of *desakota* regions in Asia: expanding a hypothesis. In Ginsburg N., Koppel B., McGee Terrence Garry (Eds), The extended metropolis: settlement transition in Asia. Honolulu: University of Hawaii Press, p. 3-25.
- Nguyễn Laurence, 1999, Esquisse d'une politique de modernisation et de développement urbain à Hanoi et à Hồ Chí Minh Ville (1986-1996). Thèse de doctorat d'urbanisme, Université de Paris VIII, 2 vol., 563 p.
- Nguyễn Thiên Phú, 2005, Un modèle vietnamien de transport urbain : utopie ou réalité ? Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Lumière Lyon 2, 283 p.
- Oberai Amarjit S., 1989, Migration, urbanisation et développement. Genève : BIT, 85 p. (Documents pour la Formation en Matière de Population, Ressources Humaines et Planification du Développement).
- Phạm Thị Xuân Thọ, 2002, Di dân ở thành phố Hồ Chí Minh và tác động của nó đối với sự phát triển kinh tế-xã hội, Luận án Tiến sỹ khoa học Địa lí, 198 tr.  
[Phạm Thị Xuân Thọ, 2002, *La migration à Hồ Chí Minh Ville et ses influences sur le développement socio-économique. Thèse de doctorat de géographie, 198 p.*]
- Pandolfi Laurent, 2001, Une terre sans prix. Réforme foncière et urbanisation au Việt-nam. Hanoi, 1986-2000. Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Université de Paris 8, 567 p.
- Phuong Mai, 2007, Un salaire de 1 000 à 2 000 dollars pour les scientifiques. *Le Courrier du Vietnam Dimanche* (Hanoi), n° 4037, 11 mars 2007.
- Quertamp Fanny, 2003, Hanoi, une périurbanisation paradoxale. Transition et métropolisation, analyse cartographique. Thèse de doctorat de géographie, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3-Talence, 2 tomes, 604 p.
- Sabharwal Gita, Than Thi Thien Huong, 2006, Missing girls in Vietnam: Is high tech sexism an emerging reality? 7 p.
- Tessier Olivier, 2008, La recherche socio-anthropologique « sous contrat » : pratiques et limites de l'expertise au regard d'expériences de terrain. In Lagrée Stéphane (Éd.), Les journées de Tam Dao. Nouvelles approches méthodologiques appliquées au développement, 13-20 juillet 2007. Hanoi : Thê Gioi, 347 p., p. 103-123.
- Nouv. réf.* : Tessier Olivier, 2008, Nghiên cứu xã hội-nhân học « theo hợp đồng » : thực tiễn và hạn chế của hoạt động nghiên cứu đối với kinh nghiệm thực địa. Trong Lagrée Stéphane (Biên soạn), Khóa học Tam Đảo. Đào tạo về phương pháp luận ứng dụng cho các vấn đề phát triển xã hội nhân văn, 13-20 tháng 7 năm 2007. Hà Nội : Thế Giới, 343 tr., tr. 103-123.



- Timmerman Peter, White Rodney, 1997, Megahydropolis: coastal cities in the context of global environmental change. *Global Environmental Change*, vol. 7, n° 3, p. 205-234.
- Tổng Cục Thống Kê/ General Statistics Office, 2007, Kết quả khảo sát mức sống hộ gia đình năm 2006/ Results of the Viet Nam Households Living Standards Survey 2006. Hà Nội : Nhà Xuất Bản Thống Kê/ Statistical Publishing House, 487 tr.
- United Nations: Population Division, 2008, World urbanization prospects. The 2007 revision. Highlights. New York NY., xii-230 p. (ESA/P/WP/205).  
[[www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007WUP\\_Highlights\\_web.pdf](http://www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007WUP_Highlights_web.pdf); 23/11/2008]
- United Nations: Population Division, 2008, Urban and rural areas 2007. New York N.Y., 2 sheets.  
[[www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007\\_urban\\_rural\\_chart.pdf](http://www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007_urban_rural_chart.pdf); 23/11/2008]
- Villes en Transition Vietnam (VeT), Centre for Sociology and Development Studies Ho Chi Minh City, Institute of Sociology Hanoi, 2005, Impacts of existing residence registration policy on urban poverty alleviation. Two case studies in Hanoi and Ho Chi Minh City. Ho Chi Minh City, 278 p.
- VTGEO (CNST), UMR CNRS-IRD “REGARDS”, Trường Đại Học Bordeaux III, Rossi Georges, Phạm Văn Cự (Chủ biên), với sự tham gia của Quertamp Fanny, Chabert Olivier, 2002, Đô thị hóa Thành phố Hà Nội. Atlas thông tin địa lý Thành phố Hà Nội. Hà Nội : Nhà Xuất Bản Bản Đồ, 379 tr.  
*Nouv. réf.* : VTGEO (CNST), UMR CNRS-IRD “REGARDS”, Université de Bordeaux III, Rossi Georges, Pham Van Cu (Dir.), assistés de Quertamp Fanny, Chabert Olivier, 2002, Péri-urbanisation dans la province de Hanoi. Atlas infographique de la province de Hanoi. Hanoi : Éditions de la cartographie, 379 p.
- Vũ Quốc Hương, 2000, Di dân tự do từ nông thôn đến đô thị Hà Nội và ảnh hưởng kinh tế-xã hội của nó. Luận án TS Địa lý, Trường Đại học Sư phạm Hà Nội, 168 tr.  
[*Vu Quoc Huong, 2000, Migration spontanée du milieu rural au milieu urbain à Hanoi et ses influences socioéconomiques. Thèse de doctorat de géographie, École normale supérieure, Hanoi, 168 p.*]
- Wust Sébastien, 2001, Métropolisation, habitat précaire et relogement forcé : entre phénomènes d’exclusion et tactiques populaires d’intégration. Le cas du canal Nhiêu Loc-Thị Nghe à Hồ Chí Minh Ville, Vietnam. Thèse de doctorat ès Sciences, École Polytechnique Fédérale (EPFL), Lausanne.